



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général aux
affaires départementales**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N°52-2025-04-00023 DU 2 AVRIL 2025

**modifiant l'arrêté préfectoral n° 829 du 22 février 2000 portant prescriptions pour
l'exploitation d'une activité de stockage et récupération de métaux et alliages pour
la société ESKA sur la commune de Chamouilley**

La Préfète de la Haute-Marne,

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'environnement, notamment son livre Ier, titre VIII, son livre II, titre I, et son livre V, titre I ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4725 ;

VU l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Régine PAM, préfète de la Haute-Marne ;

VU le décret du 25 octobre 2023 nommant M. Guillaume THIRARD, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n°52-2024-01-000146 du 31 janvier 2024 portant délégation de signature à M. Guillaume THIRARD, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n°829 du 22 février 2000 autorisant la société METALIFER à exploiter une installation de stockage et récupération de métaux et alliages à Chamouilley ;

VU l'arrêté préfectoral n°2066 du 17 août 2011 modifiant l'arrêté préfectoral n°829 du 22 février 2000 portant prescriptions pour l'exploitation d'une activité de stockage et récupération de métaux et alliages par la société SIRE à Chamouilley ;

VU l'arrêté préfectoral n°1390 du 12 juin 2017 instituant des servitudes d'utilité publique sur les parcelles anciennement exploitées par la société METAL HUMBLLOT sur le territoire de la commune de Chamouilley ;

VU l'arrêté préfectoral n°52-2024-09-00025 du 11 septembre 2024 portant agrément au titre des installations d'entreposage, de dépollution et de démontage ou découpage de Véhicules Hors d'Usage (VHU) de la société ESKA – DERICHEBOURG à Chamouilley ;

VU le récépissé de changement d'exploitant du 31 août 2001 suite à la déclaration du 18 juillet 2001 par laquelle la SIRE sollicite le bénéfice de l'autorisation accordée à la société METALIFER pour les activités qu'elle exerçait sur le territoire de la commune de Chamouilley ;

VU le récépissé de changement d'exploitant du 6 février 2013 suite à la déclaration du 26 octobre 2012 par laquelle la SA Guy Dauphin Environnement informe de la reprise des activités précédemment exploitées par la société SIRE sur le territoire de la commune de Chamouilley ;

VU la déclaration de changement d'exploitant du 19 avril 2022 par laquelle la société ESKA informe de la reprise des activités précédemment exploitées par la SA Guy Dauphin Environnement sur le territoire de la commune de Chamouilley ;

VU la demande en date du 8 novembre 2024 de la société ESKA en vue de modifier les activités de son site de Chamouilley ;

VU l'avis favorable du Service départemental d'incendie et de secours du 16 décembre 2024, confirmé par mail le 6 janvier 2025 ;

VU l'avis favorable, sous réserve de l'obtention des éléments sollicités, de l'Agence régionale de santé du 20 janvier 2025 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 7 mars 2025 ;

VU le projet d'arrêté transmis à l'exploitant et réceptionné en date du 14 mars 2025 ;

VU les remarques de la société formulées par courriels du 17 mars 2025 ;

CONSIDÉRANT que le projet d'extension sera réalisé sur un ancien site industriel, au sein de la zone dédiée aux activités industrielles ;

CONSIDÉRANT qu'une partie des terrains faisant l'objet de l'extension est concernée par des servitudes d'utilité publique ;

CONSIDÉRANT le respect des dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales susmentionnés applicables aux installations exploitées sur le site ;

CONSIDÉRANT que la demande susvisée de la société ESKA ne constitue pas une modification substantielle au sens du Code de l'environnement mais que cette modification doit être encadrée par des mesures que spécifie le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que les modifications sollicitées ne sont pas de nature à augmenter les potentiels de dangers de l'établissement, les inconvénients et les risques pour l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le respect des prescriptions ainsi fixées est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de la Haute-Marne sur ce projet d'arrêté, préalablement à son adoption, comme le permet l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, dans la mesure où les modifications non substantielles précitées n'induisent pas de dangers ou inconvénients supplémentaires ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE :

Article 1 : Portée de l'autorisation

Les prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°829 du 22 février 2000 sont modifiées par les prescriptions suivantes :

« La société ESKA dont le siège social est situé 56 rue de Metz JOUY-AUX-ARCHES BP 70 008 57 131 ARS-SUR-MOSELLE CEDEX, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter des installations de transit, tri, regroupement et traitement de déchets sur l'emprise des parcelles cadastrales suivantes de la commune de Chamouilley :

Commune	Section	N° Parcelle	Superficie cadastrale (m ²)
CHAMOUILLEY	AK	140	235
		141	141
		142	698
		143	172
		144	464
		158	298

Commune	Section	N° Parcelle	Superficie cadastrale (m ²)
		160	615
		183	1 263
		242	8 047
		252	324
		280	264
		281	221
		282	8 328
		283	3 982 »

Article 2 : Autorisation d'exploiter

Les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°829 du 22 février 2000 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique ICPE	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation autorisée	Régime
2710-1-a	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 t	7 t de DEEE 3 t de batteries Total : 10 t	A
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	30 t de batteries 24,9 t d'emballages souillés (15 02 02* et 15 01 10*) Total : 54,9 t	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971 : La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Cisaillage de métaux : 85 t/j Oxycoupage : 25 t/j Total : 110 t/j	A
2712-1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ²	500 m²	E

Rubrique ICPE	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation autorisée	Régime
2713-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m ²	9 000 m ²	E
2710-2-b	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 2. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 100 m ³ , mais inférieur à 300 m ³	40 m ³ de DEEE 210 m ³ de déchets métalliques ferreux 40 m ³ de déchets métalliques non ferreux Total : 290 m³	DC
2711-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ , mais inférieur à 1 000 m ³	300 m ³	DC
2714-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ , mais inférieur à 1 000 m ³	135 m ³ de bois 135 m ³ de plastiques Total : 270 m³	D
2716-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ , mais inférieur à 1 000 m ³	135 m ³ de plâtre 30 m ³ de déchets industriels non dangereux en mélange Total : 165 m³	DC
4725-2	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	22,8 t	D
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant inférieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total	< 500 m ³ de GNR et de gasoil	NC
2517	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant inférieure à 5 000 m ²	50 m ²	NC

Rubrique ICPE	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation autorisée	Régime
4718-2	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant, pour les autres installations, inférieure à 6 t	5 t	NC
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant, pour les autres stockages, inférieure à 50 t	30 m ³ de GNR 30 m ³ de gasoil Total : 49,8 t	NC

A : Autorisation – E : Enregistrement – DC Déclaration avec contrôle périodique –

D : Déclaration – NC : Non classé »

Article 3 : Bruits et vibrations

Les prescriptions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral n°829 du 22 février 2000 sont complétées par les prescriptions suivantes :

« 8.6 – L'exploitant procède, dans les trois mois suivant le démarrage des nouvelles installations, à un contrôle des niveaux sonores aux abords de son site et au droit des Zones à Émergence Réglementée. Ces dernières sont constituées par les habitations (y compris leurs parties extérieures les plus proches) à l'est et au nord du site. »

Article 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

Les prescriptions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral n°829 du 22 février 2000 sont complétées par les prescriptions suivantes :

« 9.4 – L'exploitant réalise, dans les six mois suivant le démarrage des nouvelles installations, une étude exhaustive modélisant l'impact des rejets atmosphériques de la société. Cette étude est transmise à l'inspection des installations classées suite à sa réception par l'exploitant. »

Article 5 : Prévention de la pollution des eaux

Les prescriptions de l'article 10.3.1 de l'arrêté préfectoral n°829 du 22 février 2000 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Toutes les aires destinées au stockage sont imperméables. Les eaux pluviales collectées sur ces zones doivent transiter avant rejet dans le fossé bordant le CD 8, par un débourbeur séparateur d'hydrocarbures adapté d'une capacité de 50 l/s, muni d'un obturateur automatique ou dispositif équivalent.

L'extension des activités du site est subordonnée à la modification préalable des réseaux du site et à la mise en place effective du nouveau débourbeur séparateur d'hydrocarbures et du nouveau bassin de décantation / confinement de 512 m³.

Les batteries sont stockées dans des bacs ou bennes étanches résistants aux acides, à l'abri des intempéries au sein du bâtiment existant. Leur stockage est associé à une capacité de rétention correctement dimensionnée dont le revêtement résiste aux acides.

Les eaux récupérées sur l'aire de distribution de liquides inflammables transitent par un débourbeur séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique.

Lors des opérations de dépotage, cette aire est reliée temporairement à la cuvette de rétention des cuves aériennes de stockage de liquides inflammable selon une procédure établie par l'exploitant et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les déchets dangereux collectés (emballages et chiffons souillés) sont stockés dans des bennes étanches couvertes.

Les aires de circulation sont imperméabilisées et reliées, hormis pour la parcelle d'accès n°183, au débourbeur séparateur d'hydrocarbures. »

Article 6 : Traitement des eaux

Les prescriptions du 3^e alinéa de l'article 10.4.2 de l'arrêté préfectoral n°829 du 22 février 2000 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Les eaux pluviales transitent par un dispositif débourbeur séparateur d'hydrocarbures comme prévu aux articles 10.3, avant d'être rejetées dans le bassin de décantation / confinement des eaux pluviales d'un volume minimal de 512 m³, situé au nord-ouest de la parcelle n°242, avant de rejoindre le milieu naturel (canal de la Marne au Rhin via le fossé bordant le CD 8). »

Article 7 : Caractéristiques générales des rejets

Les prescriptions de l'article 10.4.5 de l'arrêté préfectoral n°829 du 22 février 2000 sont complétées par les prescriptions suivantes :

« L'exploitant procède, dans les trois mois suivant le démarrage des nouvelles installations, à un contrôle de la qualité de ses rejets d'eaux pluviales. »

Article 8 : Nature des déchets admis

Les prescriptions de l'article 11.2.2 de l'arrêté préfectoral n°829 du 22 février 2000 sont modifiées par les prescriptions suivantes :

« Les déchets pouvant être collectés et admis sur le site sont :

- Les déchets métalliques de toutes natures non souillés par des matières dangereuses ;
- Les déchets non dangereux apportés par leur producteur initial (uniquement les Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE) et les déchets métalliques) ;
- Les déchets dangereux apportés par leur producteur initial (uniquement les DEEE et les batteries) ;
- Les Véhicules Hors d'Usage (VHU) ;

- Les batteries ;
- Les emballages et chiffons souillés correspondant aux codes déchets 15 02 02* et 15 01 10* ;
- Les DEEE ;
- Les déchets du bâtiment (gravats, bois, plastique, plâtre, déchets non dangereux en mélange).

Les boues d'hydrocarbures issues du débourbeur séparateur d'hydrocarbures du site sont autorisées à être stockées sur le site.

Sont notamment interdits les déchets suivants :

- Ordures ménagères brutes ;
- Déchets dangereux autres que ceux précités ;
- Déchets présentant l'une des caractéristiques suivantes : explosif, radioactif, contaminé (autres que ceux listés précédemment). »

Article 9 : Sécurité

Les prescriptions de l'article 12.1.1 de l'arrêté préfectoral n°829 du 22 février 2000 sont complétées par les prescriptions suivantes :

« Les îlots de déchets combustibles (platins pouvant contenir des matières combustibles, bois, plastique, DEEE, VHU) extérieurs sont stockés dans des casiers en legio-blocks (REI 120), dépassant de 1 m la hauteur de stockage. Il s'agit notamment des îlots situés en limite de propriété. »

Article 10 : Ressource en eau

Les prescriptions de l'article 12.8.2 de l'arrêté préfectoral n°829 du 22 février 2000 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« La défense extérieure contre l'incendie est assurée au moyen d'un poteau incendie normalisé et fournissant un débit minimal de 60 m³/h situé à la jonction entre le site existant et l'extension projetée. Son emplacement est matérialisé sur le plan des réseaux du site maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours.

Un second poteau incendie situé dans la rue Pierre Marie Faché, délivrant un débit minimal de 60 m³/h est également disponible.

Article 11 : Bassin de confinement

Les prescriptions de l'article 12.8 de l'arrêté préfectoral n°829 du 22 février 2000 sont complétées par les prescriptions suivantes :

« 12.8.3 – Bassin de confinement

Le réseau de collecte des eaux pluviales du site est raccordé à un bassin de décantation / confinement d'un volume minimal de 512 m³ permettant de retenir un déversement accidentel ainsi que les eaux d'extinction incendie. »

Article 12 : Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié à la société ESKA.

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Chamouilley pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Chamouilley pendant une durée minimale d'un mois.

Il sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 13 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur départemental des territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Sous-Préfet de Saint-Dizier, au maire de la commune de Chamouilley et à l'exploitant.

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire général de la préfecture,



Guillaume THIRARD

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le cas échéant, le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr). Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans le même délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.